



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3
Bid Fax: (613) 545-8067

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services / Travaux publics
et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet Ground&Surface Water Monitoring	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN438-167006/A	Date 2016-10-07
Client Reference No. - N° de référence du client EN438-16-7006	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$KIN-519-7019	
File No. - N° de dossier KIN-6-46118 (519)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-11-01	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Choquette, Herb	Buyer Id - Id de l'acheteur kin519
Telephone No. - N° de téléphone (613) 536-4874 ()	FAX No. - N° de FAX (613) 545-8067
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Stony Point First Nations, Ontario	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	7
2.5 LOIS APPLICABLES	7
2.6 AMÉLIORATIONS APPORTÉES AU BESOIN PENDANT LA DEMANDE DE SOUMISSIONS.....	7
2.7 VISITE OBLIGATOIRE DES LIEUX.....	8
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	9
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	9
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	10
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	10
4.2 ÉVALUATION FINANCIÈRE	10
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	11
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	11
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ..	12
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	15
6.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	15
6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	17
6.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	17
6.4 DURÉE DU CONTRAT.....	17
6.5 RESPONSABLES.....	18
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	18
6.7 PAIEMENT	19
6.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	20
6.9 ATTESTATIONS.....	20
6.10 LOIS APPLICABLES	21
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	21
6.12 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN OU ENTREPRENEUR ÉTRANGER)	21
6.14 CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	22
6.15 CONTRAT DE DÉFENSE	22
6.16 ENTENTE DE NON-DIVULGATION.....	22
ANNEXE « A », ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	22
ANNEXE « B », BASE DE PAIEMENT	44
ANNEXE « C », EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	47
ANNEXE « D », FORMULAIRE MDN 626 AUTORISATION DE TÂCHES	51
ANNEXE « F », ENTENTE DE NON-DIVULGATION	53

Solicitation No. - N° de l'invitation
EN438-167006/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EN438-16-7006

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46118

Buyer ID - Id de l'acheteur
KIN519
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE « G » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS, INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	54
--	-----------

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; et
Partie 6	Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la base de paiement, les exigences relatives à la sécurité, la liste de contrôle pour les exigences relatives à la sécurité, le volet de participation des Autochtones, les critères d'évaluation technique, les instruments de paiement électronique, les exigences en matière d'assurance, le Formulaire d'autorisation de tâches DND 626 et l'entente de non-divulgence.

1.2 Sommaire

1.2.1 Le ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin d'un contrat par autorisation de tâches (CAT) pour effectuer l'échantillonnage et l'analyse des eaux souterraines et de surface comme l'indique l'annexe A à la Première Nation de Stony Point en Ontario.

La période du contrat sera de la date d'attribution jusqu'au 31 mars 2019.

Les activités réalisées aux termes du présent CAT peuvent comprendre (entre autres) l'évitement des UXO, l'installation de la signalisation, les activités de recherche des UXO, y compris des évaluations de zone étendue et des validations de détection de cibles en situation réelle, des levés géophysiques, un contrôle des communications et institutionnels, un nettoyage en surface et sous la surface, un soutien assuré par un expert-conseil en sous-traitance aux activités liées aux UXO, ainsi que toutes les activités de gestion de projets et de production de rapports connexes.

L'entrepreneur devra faire en sorte que le personnel, l'équipement et l'expertise technique nécessaires pour réaliser les travaux décrits dans le présent CAT et les autorisations de tâches (AT) subséquentes sont disponibles et satisfont aux règlements et aux normes applicables aux travaux.

Les renseignements précis sur les travaux seront communiqués dans les AT subséquentes. Les activités seront réalisées au besoin, sur demande, tel que déterminé par le gestionnaire de projet du MDN.

Les renseignements précis sur les travaux seront communiqués dans les AT subséquentes. Les activités seront réalisées au besoin, sur demande, tel que déterminé par le gestionnaire de projet du MDN.

1.2.2 Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.2.3 Marchés réservés dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones

Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter [l'Annexe 9.4](#) du Guide des approvisionnements.

Ce marché est exclu des accords commerciaux internationaux en vertu des dispositions de chaque accord relativement aux marchés réservés aux petites entreprises et aux entreprises minoritaires.

1.2.4 Conformément à l'article 1802 de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), l'ACI ne s'applique pas au présent marché.

1.2.5 Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez vous référer à la Partie 5 – Attestations, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée [Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation](#).

1.2.6 Pour ce besoin, une préférence est accordée aux produits et(ou) aux services canadiens.

1.2.7 Si les biens ou services sont destinés principalement à une population autochtone, l'entrepreneur doit fournir au moins l'un des avantages inclus dans le volet de participation autochtone indiqué à l'annexe E du contrat.

Par « population autochtone », on entend :

- i. une région ou une collectivité où les Autochtones constituent au moins 80 % de la population;
- ii. un groupe de personnes destinataire d'un approvisionnement qui est formé d'Autochtones dans une proportion d'au moins 80 %.

1.2.8 Une conférence des soumissionnaires facultative est prévue pour ce besoin; veuillez consulter la Partie 2 – Instructions à l'intention des soumissionnaires.

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2016-04-04) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2003](#), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions. En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

- a. « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être : un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;

- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 15 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.6 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 15 jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.7 Visite obligatoire des lieux

Il est obligatoire que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux où seront réalisés les travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux, qui se tiendra à Stony Point le 27 octobre 2016. La visite débutera à 11 h HAE devant l'entrée principale. Puisqu'il s'agit d'un site en activité, les visiteurs doivent porter un casque de protection, une veste réfléchissante et des bottes de sécurité. Les visiteurs doivent porter des pantalons en tissu non poreux ou des bottes hautes, car il est possible d'entrer en contact avec de l'herbe à puce lors de la visite du site. Après la visite, une station de décontamination aura été mise en place pour nettoyer les traces d'herbe à puces des vêtements.

Les soumissionnaires doivent communiquer avec l'autorité contractante au plus tard le 21 octobre 2016 à 15 h HAE pour confirmer leur présence et fournir le nom de la ou des personnes qui assisteront à la visite. La visite du site pourrait être refusée aux soumissionnaires qui n'auront pas confirmé leur présence. Les soumissionnaires devront signer une feuille de présence. Les soumissionnaires devraient confirmer dans leur soumission qu'ils ont assisté à la visite. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite des lieux obligatoire ou qui n'enverront pas de représentant, et leur soumission sera déclarée non recevable. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission financière (1 copie papier)
Section II : Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions :

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission financière

3.1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité la base de paiement reproduite à l'annexe « B ». Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « G » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « H » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.3 Fluctuation du taux de change

[C3011T](#) (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section II : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

4.1.1 Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

4.1.2 Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.3 L'équipe d'évaluation devra d'abord déterminer si deux (2) soumissions ou plus sont accompagnées d'une attestation valide de contenu canadien. Si c'est le cas, seulement les soumissions accompagnées d'une attestation valide seront évaluées selon le processus d'évaluation, sinon toutes les soumissions reçues seront évaluées. Si des soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, et qu'il reste moins de deux soumissions recevables accompagnées d'une attestation valide, l'équipe poursuivra l'évaluation des soumissions accompagnées d'une attestation valide. Si toutes les soumissions accompagnées d'une attestation valide sont déclarées non recevables, ou sont retirées, alors toutes les autres soumissions reçues seront évaluées.

4.2 Évaluation financière

4.2.1 Critères financiers obligatoires

Les soumissionnaires doivent fournir un prix pour tous les éléments conformément à l'annexe B, Base de paiement, sinon ils seront jugés non conformes et leur offre sera rejetée d'emblée.

4.2.2 Évaluation du prix – Soumissionnaires canadiens et étrangers

Clause du Guide CCUA A0222T (2014-06-26), Évaluation du prix – soumissionnaires établis au Canada et à l'étranger

4.2.3 Calcul du prix évalué

Le prix unitaire du soumissionnaire sera multiplié par l'utilisation correspondant estimée pour compter le prix calculé. Le prix évalué sera calculé en additionnant tous les prix calculés pour toutes les périodes et les bases de tarification.

4.3 Méthode de sélection - Critères financiers obligatoires

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères financiers obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.1.2 Attestations additionnelles requises avec la soumission

5.1.2.1 Attestation du contenu canadien

Cet achat est conditionnellement limité aux services canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande d'offres à commandes, les offrans reconnaissent que seulement les offres accompagnées d'une attestation à l'effet que le service offert est un service canadien, tel qu'il est défini dans la clause, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec l'offre aura pour conséquence que le service offert sera traité comme un service non canadien.

Le soumissionnaire atteste que :

() le service offert est un service canadien tel qu'il est défini au paragraphe 2 de la clause A3050T

5.1.2.1.1 Clause du *Guide des CUA* A3050T (2014-11-27), Définition du contenu canadien.

5.1.2.2 Marchés réservés aux entreprises autochtones

1. Ce marché est réservé dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement fédéral. Pour de plus amples renseignements concernant les exigences requises des entreprises autochtones conformément au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, consulter l'Annexe 9.4, du Guide des approvisionnements.
2. Le soumissionnaire :
 - i. atteste qu'il respecte et continuera de respecter durant toute la durée de tout contrat subséquent les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée;

-
- ii. convient que tout sous-traitant engagé par lui aux fins du contrat subséquent doit respecter les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée; et
- iii. convient de fournir immédiatement au Canada, sur demande, toute preuve attestant de la conformité de quelque sous-traitant que ce soit avec les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée.
3. Le soumissionnaire doit cocher la case applicable suivante :
- i. ☐ Le soumissionnaire est une entreprise autochtone à propriétaire unique, une bande, une société à responsabilité limitée, une coopérative, une société de personnes ou un organisme sans but lucratif.
OU
- ii. ☐ Le soumissionnaire est une coentreprise comprenant deux ou plus de deux entreprises autochtones ou une coentreprise entre une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone.
4. Le soumissionnaire doit cocher la case applicable suivante :
- i. ☐ L'entreprise autochtone compte moins de six employés à temps plein.
OU
- ii. ☐ L'entreprise autochtone compte six employés ou plus à temps plein.
5. À la demande du Canada, le soumissionnaire doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. Le soumissionnaire doit veiller à ce que cette preuve soit disponible pour examen par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. L'entrepreneur fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications.
6. En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](#).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « [soumissionnaires à admissibilité limitée](#) » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.2.3.1 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les 5 jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

5.2.3.2 Statut et disponibilité du personnel

Le soumissionnaire atteste que, s'il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu'exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, le soumissionnaire est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans sa soumission, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaires. Le soumissionnaire doit aviser l'autorité contractante de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle du soumissionnaire : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un employé du soumissionnaire, le soumissionnaire atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité.

5.2.3.3 Études et expérience

Clause du *Guide des CCUA* [A3010T](#) (2010-08-16), Études et expérience

Solicitation No. - N° de l'invitation
EN438-167006/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EN438-16-7006

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46118

Buyer ID - Id de l'acheteur
KIN519
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

5.2.3.4 Attestation d'un propriétaire/employé - marchés réservés aux entreprises autochtones

À la demande de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit fournir l'attestation suivante pour chaque propriétaire et employé(e) autochtone :

1. Je suis _____ (*insérer « propriétaire » et(ou) « employé(e) à temps plein »*) de _____ (*insérer le nom de l'entreprise*) et autochtone, au sens de la définition de l'[Annexe 9.4](#) du *Guide des approvisionnements* intitulée « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ».
2. Je certifie que l'énoncé précité est vrai et je consens à sa vérification sur demande du Canada.

Nom du propriétaire ou de l'employé(e)

Signature du propriétaire ou de l'employé(e)

Date

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

L'italique sera retiré du contrat attribué.

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

6.1.2 Autorisation de tâches

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâches doivent être conformes à la portée du contrat.

Processus d'autorisation des tâches :

1. L'autorité administrative du projet fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen du « Formulaire d'autorisation des tâches DND 626 de l'annexe D.
2. L'AT comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans le nombre de jours précisé jours civils suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir à l'autorité administrative du projet le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par l'autorité administrative du projet. L'entrepreneur reconnaît que avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.

6.1.2.2 Limite d'autorisation de tâches

Le chargé de projet peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de 100 000,00 \$, les taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.

Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être autorisée par l'autorité administrative du projet et l'autorité contractante de TPSGC avant d'être émise.

6.1.2.4 Garantie des travaux minimums – tous les travaux réalisés au moyen d'autorisations de tâches

1. Dans la présente clause, la « valeur maximale du contrat » signifie le montant indiqué à la clause « Limite des dépenses » énoncée dans le contrat.

La « valeur minimale du contrat » pour l'entrepreneur autochtone correspond à 5 % de la valeur maximale du contrat, TVH incluse.

2. Le Canada demandera l'exécution de travaux jusqu'à concurrence du montant de la valeur minimale du contrat ou pourra au choix payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe 3, sous réserve du paragraphe 4 ou 5. En contrepartie, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du

contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.

3. a) Si le Canada n'a pas demandé l'exécution de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat avant la fin de la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés pendant la période du contrat.

b) Si le contrat est résilié au gré de la partie contractante, la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés pendant la durée du contrat sera calculée en divisant la valeur minimale du contrat par le nombre de mois de la période du contrat, puis en multipliant le résultat par le nombre de mois écoulés, en tout ou en partie, au moment de la résiliation du contrat.

Exemple : Dans le cas d'une période de contrat d'un (1) an avec une valeur maximale de 12 000 000 \$, une valeur minimale du contrat de 10 % et une résiliation au gré de la partie contractante quatre mois et demi après l'attribution du contrat :

$12\,000\,000 \$ \times 10 \% = \text{valeur minimale du contrat de } 1\,200\,000 \$$

$/12 \text{ mois} = 100\,000 \$ \times 4,5 \text{ mois} = 450\,000 \$$

4. Si le contrat est résilié au gré de la partie contractante, le Canada a pour seule obligation envers l'entrepreneur de payer le plus élevé des montants entre le montant établi en vertu de la clause de résiliation au gré de la partie contractante et le montant déterminé au paragraphe 3b) ci-dessus.
5. Le Canada n'aura aucune obligation envers l'entrepreneur aux termes de cette clause si :
- le Canada met fin au contrat, en totalité ou en partie, pour inexécution;
 - le Canada a demandé des travaux jusqu'à concurrence de la valeur minimale du contrat.

6.1.2.5 Rapports d'utilisation périodiques – contrats avec autorisations de tâches

L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral, conformément à l'autorisation de tâches approuvée émise dans le cadre du contrat.

L'entrepreneur doit fournir ces données conformément aux exigences d'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres à l'autorité contractante.

Voici la répartition des trimestres :

premier trimestre : du 1^{er} avril au 30 juin;

deuxième trimestre : du 1^{er} juillet au 30 septembre;

troisième trimestre : du 1^{er} octobre au 31 décembre;

quatrième trimestre : du 1^{er} janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 30 jours civils suivant la fin de la période de référence.

Exigence en matière de rapport - Explications

Il faut tenir à jour un dossier détaillé de toutes les tâches approuvées pour chaque contrat avec une autorisation de tâches (AT). Le dossier doit comprendre Pour chaque AT autorisée :

le numéro de la tâche autorisée ou le numéro de révision de la tâche;

le titre ou une courte description de chaque tâche autorisée;

le coût estimatif total précisé dans l'AT autorisée de chaque tâche, excluant les taxes applicables;

le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à maintenant pour chaque AT autorisée;

dates de début et de fin de chaque AT autorisée;

l'état actuel de chaque AT autorisée, (s'il y a lieu).

Pour toutes les AT autorisées :

Le montant (excluant les taxes applicables) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) de la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;

le montant total, excluant les taxes applicables, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT autorisées.

6.1.2.6 Autorisation de tâches – Ministère de la Défense nationale

Le processus d'autorisation de tâches sera administré par le gestionnaire de projet (GP) du MDN désigné dans l'AT. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat avec des autorisations de tâches à l'intention de l'autorité contractante

6.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *[Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat)* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.2.1 Conditions générales

2035 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3 Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date d'attribution du contrat jusqu'au 31 mars 2019 inclusivement.

6.4.2 Points de livraison

L'exigence sera exécutée à la Première Nation de Stony Point en Ontario. Tous les rapports doivent être envoyés au gestionnaire de projet du ministère de la Défense nationale.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Herb Choquette

Titre : Chef d'équipe

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction : Région de l'Ontario

Adresse : 86 Rue Clarence, Deuxième étage,

Kingston, Ontario, K7L 1X3

Téléphone : 613-536-4874

Télécopieur : 613-545-8067

Courriel : Herb.Choquette@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Gestionnaire du projet du ministère de la Défense nationale (GP MDN)

Le nom du gestionnaire de projet du ministère de la Défense nationale pour le contrat sera indiqué dans chaque autorisation de tâches.

Le chargé de projet du Ministère de la Défense nationale représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Autorité administrative du projet

(Les coordonnées des personnes-ressources seront fournies au moment de l'attribution du contrat.)

L'autorité administrative du projet est responsable de l'attribution et de la modification de toutes les autorisations de tâches d'une valeur pouvant atteindre 2 000 000 \$, TVH incluse.

6.5.4 Représentant de l'entrepreneur *(information fournie par l'entrepreneur)*

Nom : _____

Téléphone : ____-____-_____

Télécopieur : ____-____-_____

Courriel : _____

6.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.7 Paiement

6.7.1 Base de paiement - Limitation des dépenses - Autorisations de tâches

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a engagés raisonnablement et convenablement dans l'exécution des travaux décrits dans l'autorisation de tâches (AT) approuvée, comme ils ont été déterminés conformément à la base de paiement l'annexe B, jusqu'à la limite des dépenses indiquée dans l'AT approuvée.

La responsabilité du Canada envers l'entrepreneur en vertu de l'AT approuvée ne doit pas dépasser la limitation des dépenses indiquée dans l'AT approuvée. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux précisés dans toute AT approuvée découlant de tout changement à la conception, ou de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.7.2 Limite des dépenses - Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches (C9010C)

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de \$406,800.00. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont incluses.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
 - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - c. dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de tâches, y compris toutes révisions, selon la première de ces conditions à se présenter.
4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.7.5 Paiement mensuel

Clause du Guide du CCUA [H1008C](#), (2008-05-12) Paiement mensuel

6.7.4 Paiement électronique de factures – contrat *(TPSGC inscrira les instruments indiqués par le soumissionnaire)*

L'entrepreneur accepte d'être payé à l'aide des instruments de paiement électronique suivants :

- Carte d'achat Visa;
- Carte d'achat MasterCard;
- Dépôt direct (national et international);
- Échange de données informatisées (EDI);
- Virement télégraphique (international seulement);

6.7.5 T1204 - demande directe du ministère client

Clause du Guide du CCUA [A9117C](#) (2007-11-30) T1204 - demande directe du ministère client

6.7.6 Vérification du temps

Clause du Guide du CCUA [C0711C](#) (2008-05-12) Vérification du temps

6.8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

- a. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît sur l'autorisation de tâches pour attestation et paiement.
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.
 - c. Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.

6.9 Attestations

6.9.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.9.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF. L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

6.9.3 Clause du Guide des CCUA

Clause du *Guide des CCUA* A3000C (2014-11-27) Attestation du statut d'entreprise autochtone
Clause du *Guide des CCUA* A3060C (2008-05-12) Attestation du contenu canadien

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en [Ontario](#) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) [2035](#) (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services
- c) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- d) l'Annexe « B », Base de paiement;
- e) l'Annexe « C », Exigences en matière d'assurance;
- f) l'Annexe « D », Formulaire MDN 626 Autorisation De Tâches
- g) l'annexe « E », Participation des Autochtones
- h) l'Annexe « F », Entente de non-divulgence
- i) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu);
- j) la soumission de l'entrepreneur datée du _____, ([inscrire la date de la soumission](#)) ([si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le _____ » ou « modifiée le _____ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications](#)).

6.12 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien OU entrepreneur étranger)

Clause du *Guide des CCUA* [A2000C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

OU

Clause du *Guide des CCUA* [A2001C](#) (2006-06-16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

6.13 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C.
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

6.14 Clauses du Guide des CCUA

A0285C (2007-05-25) Indemnisation des accidents du travail

A9062C (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

6.15 Contrat de défense

A9006C (2012-07-16) Contrat de défense

6.16 Entente de non-divulgence

L'entrepreneur doit obtenir de son ou ses employé(s) ou sous-traitant(s) l'entente de non-divulgence, incluse à l'annexe « I », remplie et signée et l'envoyer au Chargé de projet du Ministère de la Défense nationale avant de leur donner accès aux renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux.

ANNEXE « A », ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1.0 OBJET

- 1.1 Le ministère de la Défense nationale (MDN) demande qu'une société d'experts-conseils en environnement prélève des échantillons et établisse des rapports relativement à la qualité des eaux souterraines et de surface à Stony Point en Ontario (ci-après appelé le site).
- 1.2 Le MDN supervisera la mise en œuvre des travaux décrits dans le présent énoncé des travaux (ET) et SPAC administrera le contrat.

1.3 EMPLACEMENT ET DESCRIPTION

- 1.4 En 1942, la réserve indienne de Stony Point a été appropriée en vertu de la *Loi sur les mesures de guerre* pour établir une installation de formation militaire de pointe connue sous le nom de Camp Ipperwash (MDN, 2010). Le site se trouve à environ 80 kilomètres (km) à l'ouest de London en Ontario et à 19 km au sud de Grand Bend en Ontario. Dans le coin ouest adjacent au site (MDN, 2010) se trouve le parc provincial d'Ipperwash. Créé en 1936, il est constitué d'un plan d'eau et de terres qui longent la ligne de rivage. Des résidences permanentes et saisonnières privées et la petite communauté de Port Franks sont situées au nord et à l'est du site, respectivement. La majorité des terres entourant le site sont utilisées pour l'agriculture et la foresterie.
- 1.5 L'ancien Camp Ipperwash comprend une petite zone bâtie (ZB) dans le coin sud-ouest et des champs de tir pour armes légères le long de la limite sud. Les bâtiments de la ZB sont en majorité des bâtiments de caserne à charpente en bois en « H » de type cabane construits à la fin des années 1940 et 1950. Les bâtiments ont été utilisés pour le logement, l'administration, les activités de mess et l'entretien pour appuyer les opérations de formation du camp. Le reste du site est principalement constitué d'une zone d'entraînement (ZE) forestière avec des clairières pour fournir des chemins d'accès, un champ de tir antichar, une zone de démolition et deux bassins d'eaux usées rectangulaires. Au nord et à l'est des bâtiments et le long de la rive, une repousse de pins occupe une série de dunes entrecoupées de lacs, d'étangs et de ruisseaux.

2.0 Études environnementales précédentes

- 2.1 En 2015, CH2MHILL a réalisé une enquête de site contaminé (ESC) de phase II qui s'est penché sur 107 zones de préoccupation environnementale potentielle (ZPEP). Les activités d'enquête réalisées comprennent la collecte des échantillons de sols, d'eaux souterraines, de sédiments et d'eaux de surface ou une combinaison de ceux-ci, à 382 endroits différents. Ce qui suit fournit un aperçu des activités d'enquête réalisées :
- 127 puits de forage (46 dans la ZB et 81 dans la ZE)
 - 86 puits de surveillance (27 dans la ZB et 59 dans la ZE)
 - 69 puits de surveillance creusés sur le site à des fins d'enquête sur l'environnement
 - 17 puits de surveillance (2 individuels, 6 emboîtés doubles et 1 emboîté triple) creusés sur le site à des fins d'évaluation hydrogéologique
 - 9 puits d'essai pour étudier les sites d'évacuation des déchets (ZPEP 4030, 4070 et 4180) et 1 autre ZPEP
 - 121 échantillons de sol en surface (49 dans la ZB et 72 dans la ZE)
 - 38 échantillons de sédiments (tous dans la ZE)

- 10 échantillons d'eaux de surface

- 2.2 Selon les renseignements stratigraphiques propres au site, les trois unités hydrogéologiques étudiées au site étaient : (1) l'aquifère libre de surface, composé de matériaux de remplissage de surface, de till argileux, limoneux et altéré à faible perméabilité et de sable; (2) l'aquitard de till argileux, limoneux et inaltéré, soit l'unité à faible perméabilité qui se trouve sous l'aquifère de surface à l'échelle du site; (3) l'aquifère de substratum rocheux peu profond qui se trouve dans la couche supérieure du substrat rocheux fracturé. Quatre-vingt-trois puits nouvellement creusés ont reçu des instruments dans l'aquifère de surface, et 3 puits de surveillance ont été creusés dans l'aquifère de substratum rocheux peu profond. Les mesures des eaux souterraines prélevées à l'échelle du site les 23 et 29 juillet, les 6 et 18 août et les 15 et 16 septembre 2014 ont indiqué que la nappe phréatique s'étend entre 0,11 mètre sous la surface du sol dans le cas de l'aquifère peu profond et 8,32 mètres de profondeur pour l'aquifère de substratum rocheux peu profond. La profondeur moyenne des eaux souterraines pour l'aquifère libre peu profond a été calculée à 2,60 mètres et les eaux souterraines s'écoulent généralement vers le nord en direction du lac Huron, et ce, dans le cas des aquifères de surface et rocheux.
- 2.3 Il a été constaté que, de manière générale, les eaux souterraines dans la ZB et ZE ont été contaminées par des métaux (principalement de l'uranium et du cobalt) dans la partie ouest du site. Des impacts d'uranium localisés dans les eaux souterraines ont été observés à deux endroits dans la partie ouest de la ZB sur les lieux d'anciens réservoirs de stockage souterrains (RSS), d'entrepôts de peinture et d'un bâtiment incendié. Des impacts de métaux ont été observés dans les eaux souterraines des parties nord et sud de la ZE, principalement du côté ouest du site à des endroits liés à l'élimination des déchets et à l'entreposage des débris. Selon les données recueillies, les impacts des métaux sur les eaux souterraines ont été constatés dans les unités du till argileux et du substratum rocheux. Les analyses disponibles ne permettent pas de déterminer si la source des impacts d'uranium (et de cobalt également) sur les eaux souterraines est liée aux activités antérieures du site ou à des concentrations naturelles dans les eaux souterraines.
- 2.4 Les données sur la qualité des eaux souterraines ont été comparées aux normes de restauration du site (NRS) pour l'état des eaux souterraines potables et non potables. Comparativement aux NRS pour l'eau non potable seulement, on observe une diminution de 91 pour cent du nombre de dépassements. Par rapport aux NRS pour l'eau potable, des dépassements ont été constatés dans 15 puits de surveillance, où avec des concentrations jusqu'à concurrence de six analytes (baryum, cobalt, molybdène, sodium, uranium et vanadium) dépassent les critères. Par rapport aux NRS de l'eau non potable, des dépassements ont été observés dans 2 puits de surveillance (MW523B et MW526C), où les concentrations de sodium dépassaient les critères.
- 2.5 Des échantillons d'eau de surface ont été prélevés à 11 endroits (1 dans la ZB et 10 dans la ZE). Généralement, l'eau de surface dans la ZB et la ZE a été contaminée par des métaux, principalement de l'aluminium et du phosphore. Une contamination isolée causée par un pesticide (atrazine) a aussi été détectée dans la partie sud-est de la ZE. En général, les endroits contaminés par les métaux dans la ZE l'ont été à cause de l'évacuation des eaux de ruissellement et souterraines dans les lacs et les étangs contaminés par les anciennes activités du site, les activités en amont menées en dehors du site ou l'usage actuel des lacs et des étangs pour la pêche et les loisirs. Dans la ZB, les contaminations par des métaux sont potentiellement attribuables à l'élimination d'un déchet de nature inconnue.
- 2.6 Une évaluation environnementale du site (EES) de phase II a été menée par AMEC Foster Wheeler (AEMCFW) en 2016. Le but élargi de l'EES était de délimiter les répercussions environnementales de la contamination connue à divers endroits sur le site et d'étudier

d'autres ZPEP, y compris, sans toutefois s'y limiter, divers anciens champs d'entraînement sur le site.

2.7 Ce qui suit fournit un aperçu des travaux d'enquête réalisés :

- 163 puits de forage;
- 21 puits de surveillance;
- 16 puits d'essai;
- 107 échantillons de sol en surface;
- 63 échantillons de sédiments;
- 61 échantillons d'eaux de surface.

2.8 Les conclusions et les recommandations de l'EES de phase II de 2016 liée aux eaux souterraines et de surface indiquent ce qui suit :

- La contamination des eaux de surface du site se limitait généralement à la contamination sporadique aux métaux et aux éléments nutritifs, et à la contamination biologique, notamment des concentrations élevées de coliformes fécaux. AMECFW indique que ces contaminations sont causées en grande partie par des pratiques agricoles inappropriées et à la migration des contaminants jusque dans le site par les fossés de drainage des environs.
- Une contamination au RDX a été détectée dans les eaux souterraines de la partie nord du site où des puits creusés dans l'unité de sable silteux grossier étaient surveillés. La contamination au RDX dans les eaux souterraines n'a pas été déterminée et ses régions d'origine n'ont pas été délimitées.
- Des recherches supplémentaires sont recommandées pour déterminer la source de ces contaminations et pour délimiter le ou les panaches d'eaux souterraines contaminées par du RDX. En raison de la présence répandue de ces contaminations, il est probable qu'il y ait de nombreuses zones d'origine sur le site, ou une zone d'origine diffuse. À ce titre, la délimitation complète de ces zones pourrait être difficile à réaliser et ne pas être nécessaire.
- AMECFW croit que certaines des contaminations détectées proviennent de sources naturelles, notamment :
 - La contamination des eaux souterraines à l'uranium, au cadmium et au sélénium est considérée comme susceptible de provenir de sources naturelles, mais cela doit être vérifié si en réalisant une enquête comprenant la surveillance des eaux souterraines à partir du haut de l'inclinaison;
 - Selon les caractéristiques des eaux souterraines des environs, le bore observé dans les eaux souterraines est considéré comme naturel;
 - Dans certains cas, la faible concentration de cuivre dans les eaux de surface semble provenir de sources hors site; cependant, on ignore si la contamination peut être considérée comme naturelle ou si le cuivre provient d'une autre source de contamination en dehors du site.

2.9 Le projet a pour but, d'une part, d'assurer le suivi de l'ESC réalisée en 2015 par CH2MHill et du rapport de l'EES de phase II d'AMECFW de 2016 en vue d'approfondir l'évaluation des eaux souterraines et celle de la qualité de l'eau de surface du site, et d'autre part, d'établir un rapport qui documente chaque échantillonnage en compilant les données de CH2MHill de 2015 et celles du rapport de phase II d'AMECFW et leurs résultats, conclusions et recommandations. L'objectif du MDN est de désaffecter tous les puits de surveillance des eaux souterraines du site qui ne sont pas nécessaires à des fins de surveillance.

3.0 Objectifs

3.1 Les objectifs des travaux demandés dans le cadre du présent ET comprennent ce qui suit :

1. Passer en revue les données des rapports précédents;
2. Évaluer la qualité des eaux souterraines et de surface du site;
3. Compiler les données sur les eaux souterraines et de surface des rapports précédents avec les données recueillies dans le cadre du présent contrat à des fins de comparaison;
4. Confirmer l'absence ou la présence de la contamination des eaux souterraines et de surface et en déterminer les sources qui affectent la qualité des eaux souterraines et de surface;
5. Formuler des recommandations à propos de la mise hors service des puits et l'évaluation ultérieure des eaux souterraines et de surface ou concernant la gestion du risque initiale des zones contaminées et les estimations de coûts pour sa mise en œuvre (si nécessaire).

4.0 Portée des travaux

4.1 En vue de respecter les objectifs énoncés dans le présent ET, les travaux réalisés sur le site comprennent ce qui suit :

1. L'examen des données des rapports environnementaux précédents;
2. La collecte d'échantillons d'eaux souterraines et de surface aux fins d'analyse;
3. La présentation et la communication des données.

5.0 Examen des documents

5.1 Le conseiller doit examiner les documents pertinents antérieurs liés au site (p. ex., plans du site, détails de construction des bâtiments et autres rapports de conseillers) pour éviter la répétition des travaux et prendre connaissance des dossiers actuels et antérieurs propres au site, y compris les secteurs de contamination existante ou possible. Pendant l'examen des données, le conseiller doit tenir compte des exigences réglementaires actuelles et antérieures, qui peuvent avoir changé. Les études précédentes (décrites à la section 12.0) seront mises à la disposition du conseiller à l'attribution du contrat.

6.0 Reconnaissance sur le site

6.1 Le conseiller doit recueillir des renseignements supplémentaires, identifier les risques pour la santé et la sécurité, relever les écarts entre le site et les plans (p. ex., de nouvelles structures) ou la contamination visible en surface (p. ex., des zones de végétation malade ou morte) à proximité des puits d'échantillonnage des eaux souterraines ou des lieux d'échantillonnage des eaux de surface, et ce, pour approfondir sa compréhension du site.

7.0 Collecte d'échantillons d'eaux souterraines et de surface

7.1 Généralités

7.1.1 Il incombe au conseiller d'obtenir des bouteilles et de procéder à la collecte, à l'emballage et à l'expédition des échantillons. Les échantillons doivent être maintenus à 4 °C et être conformes à toutes les exigences en matière de conservation nécessaires avant d'être envoyés en laboratoire. Le conseiller doit tenter de tenir compte du délai de retenue des échantillons qui s'applique au type d'analyse nécessaire et veiller à ce que le laboratoire reçoive tous les échantillons en bon état et dans les délais prescrits afin d'assurer l'exactitude et la précision des résultats. Le MDN ne remboursera pas le conseiller pour des frais de laboratoire ou des travaux connexes lorsque des échantillons ont été compromis;

7.1.2 Le conseiller doit s'assurer qu'aucune contamination croisée ne se produise dans le cadre du programme sur le terrain, et ce, jusqu'à la soumission des échantillons pour analyse en

laboratoire, inclusivement;

- 7.1.3 Pour chaque échantillon, le conseiller doit fournir un plan de son emplacement et ses coordonnées GPS;
- 7.1.4 Le conseiller doit tenir des dossiers détaillés et justifiés quant au processus de collecte d'échantillons, au nombre total d'échantillons recueillis et au nombre réel d'échantillons soumis à une analyse. Leurs données doivent être résumées dans le rapport du conseiller;
- 7.1.5 Des notes de terrain et des photos doivent être prises pendant l'échantillonnage pour recueillir des renseignements supplémentaires, notamment la date et l'heure de l'échantillonnage, les conditions au moment de l'échantillonnage et les caractéristiques de l'eau comme la couleur, l'odeur, la charge sédimentaire, la brillance, les mesures de terrain (lectures de vapeurs organiques, pH et température), la quantité d'eau évacuée du puits, et autres;
- 7.1.6 Le conseiller établira des procédures d'assurance de la qualité (AQ) et de contrôle de la qualité (CQ) pour l'échantillonnage et l'analyse afin d'assurer l'exactitude et la précision des résultats, selon les protocoles normalisés de l'industrie. Le rapport doit aborder la méthodologie et les résultats en matière d'AQ et de CQ et déterminer si les résultats d'AQ et de CQ (contrôles de laboratoire externes comme des duplicata de terrain, des témoins de transport, des témoins de terrain et autres ainsi que des contrôles de laboratoire internes comme des doubles analytiques, des documents de référence, des témoins analytiques, des étalons enrichis, des taux de récupération des analogues et autres) sont acceptables ou qu'ils correspondent au pourcentage de récupération indiqué par le laboratoire. Au minimum, 1 échantillon sur 10 doit être un duplicata de terrain, 1 échantillon sur 20 doit être un témoin d'équipement et 1 échantillon sur 20 doit être un témoin de terrain.
- 7.1.7 Tous les laboratoires d'analyse doivent être accrédités par la Canadian Association for Laboratory Accreditation (CALA) ou posséder une certification de laboratoire équivalente selon la norme ISO 17025 (Exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais) pour les paramètres à analyser. Les analyses des échantillons doivent être conformes aux pratiques d'analyse normalisées qui s'appliquent;
- 7.1.8 Le conseiller doit s'assurer que les limites de détection du laboratoire sont inférieures aux lignes directrices employées (se reporter aux points ci-dessous pour les lignes directrices employées précédemment). Les échantillons doivent être analysés selon des limites de détection minimales qui sont égales ou inférieures aux critères applicables les plus stricts (pour chaque milieu ou ensemble de paramètres) qui doivent être utilisés pour le projet. Le MDN ne remboursera pas le conseiller pour des frais de laboratoire ou des échantillons de remplacement lorsque le conseiller a omis de demander au laboratoire de fixer les limites de détection minimales adéquates.
- 7.1.9 Les résultats d'analyse des eaux souterraines doivent être comparés aux lignes directrices suivantes :
- Normes de l'Ontario sur les sols, l'eau souterraine et les sédiments en vertu de la partie XV.1 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, ministère de l'Environnement de l'Ontario, 15 avril 2011 (MEO, 2011);
 - Recommandations provisoires sur les sols, les eaux souterraines (ESo) et les eaux de surface (ES) pour la protection de l'environnement et de la santé humaine à des sites d'entraînement militaire – matières énergétiques (ANNEXE B)

7.1.10 Les résultats d'analyse des eaux de surface doivent être comparés aux lignes directrices suivantes :

- RCQE du CCME, Recommandations canadiennes pour la qualité des eaux : protection de la vie aquatique (eau douce) (CCME, 2007b);
- Recommandations canadiennes pour la qualité des eaux : protection des utilisations de l'eau à des fins agricoles (CCME, 1999);
- Recommandations provisoires sur les sols, les eaux souterraines (ESo) et les eaux de surface (ES) pour la protection de l'environnement et de la santé humaine à des sites d'entraînement militaire – matières énergétiques (ANNEXE B);
- Lorsqu'il n'y a pas de critères du CCME, la comparaison doit être faite selon la norme correspondante du MEO.

7.2 **Eaux souterraines**

7.2.1 Quatre séries d'échantillonnage des eaux souterraines doivent être réalisées (automne 2016, printemps 2017, automne 2017 et printemps 2018). Le tableau 8.1 présente l'échantillonnage des eaux souterraines à effectuer en automne 2016 aux endroits désignés. Les exigences d'échantillonnage des eaux souterraines seront réévaluées selon les données en vue des activités d'échantillonnage à venir. Pour l'emplacement des puits, se reporter à la figure 1.

TABLEAU 8.1

IDENTIFIANT DU PUIT	PARAMÈTRES À ANALYSER
1090-MW-1106	Pesticide et herbicide
1090-MW-1107	Pesticide et herbicide, nitroamines, métaux
1090-MW581	Pesticides et herbicides, métaux, Hg, nitroamines, perchlorate, HCP (F1 à F4) HAP
2150-MW-1086	Pesticide et herbicide, nitroamines,
3060-MW-1015	Pesticide et herbicide, métaux
3060-MW-1018	Pesticide et herbicide, nitroamines, métaux
3060-MW-1047	Pesticide et herbicide, métaux
3080-MW-1048	Pesticide et herbicide, nitroamines
3120-MW-1033	Pesticide et herbicide, nitroamines, métaux
3120-MW-1040	Pesticide et herbicide, métaux
3120-MW-1042	Pesticide et herbicide, métaux
3120-MW-1043	Pesticide et herbicide, métaux
3140-MW-1044	Pesticide et herbicide, métaux
3140-MW-1045	Pesticide et herbicide, métaux
3190-MW-1021	Pesticide et herbicide, nitroamines, métaux
3190-MW-1023	Pesticide et herbicide, métaux
4030-MW199	Pesticide et herbicide, métaux
4030-MW740	Pesticide et herbicide, métaux
4030-MW743	Pesticide et herbicide, métaux
4070-MW-1114	Pesticide et herbicide, métaux
4070-MW-1115	Pesticide et herbicide, métaux
4070-MW-1176	Pesticide et herbicide, métaux
4070-MW251	Pesticide et herbicide, métaux
4070-MW252	Pesticide et herbicide, métaux
4070-MW511	Pesticide et herbicide, métaux
4070-MW512	Pesticide et herbicide, métaux
4090-MW-1000	Pesticide et herbicide, métaux
4090-MW-1006	Pesticide et herbicide, métaux
4090-MW-1013	Pesticide et herbicide, métaux
4100-MW275	Pesticide et herbicide, métaux
4100-MW276	Pesticide et herbicide, métaux
4160-MW297	Pesticides et herbicides, métaux, Hg, nitroamines, perchlorate, HCP (F1 à F4) HAP
4320-MW315	Pesticide et herbicide, métaux
4330-MW327	Pesticide et herbicide, métaux

IDENTIFIANT DU PUIT	PARAMÈTRES À ANALYSER
4330-MW337	Pesticide et herbicide, métaux
ATR3-MW-1100	Pesticide et herbicide, nitroamines,
ATR5-MW-1027	Pesticide et herbicide, nitroamines, métaux
ATR5-MW-1029	Pesticide et herbicide, nitroamines,
ATR6-MW-1069	Pesticide et herbicide, métaux
ATR6-MW-1070	Pesticide et herbicide, métaux
ATR6-MW-1071	Pesticide et herbicide, métaux
BLDG115-MW066	Pesticide et herbicide, métaux
BLDG115-MW067	Pesticide et herbicide, métaux
BLDG14-MW-1129	Pesticide et herbicide, métaux
MR2-MW-1102	Pesticide et herbicide, nitroamines,
MW523A	Pesticide et herbicide, métaux
MW523B	Pesticide et herbicide, métaux
MW526A	Pesticide et herbicide, métaux
MW526B	Pesticide et herbicide, métaux
MW526C	Pesticide et herbicide, métaux
PEST-MW381	Pesticide et herbicide, métaux
PEST-MW385	Pesticide et herbicide, métaux
PEST-MW386	Pesticide et herbicide, métaux
SFA-MW380	Pesticide et herbicide, métaux

7.2.2 Chaque échantillon doit être prélevé conformément aux procédures normalisées de l'industrie à l'aide de méthodes de terrain et de protocoles d'échantillonnage reconnus. Pour assurer l'uniformité des données et en raison de leur capacité de recharge lente, les échantillons des puits du site doivent être prélevés en utilisant des procédures à faible débit et à faible incidence identifiées dans la procédure normalisée d'exploitation (PNE) de l'US EPA GW0001 : *Low Stress (Low Flow) Purging and Sampling Procedures for the Collection of Groundwater Samples from Monitoring Wells* (en anglais seulement).

7.2.3 Une pompe péristaltique à faible débit doit être utilisée pendant l'échantillonnage et des données sur la stabilité de la qualité des eaux souterraines doivent être recueillies. Pendant l'évacuation, à intervalles de 3 à 5 minutes, les paramètres de stabilité de la qualité des eaux souterraines suivants doivent être mesurés, enregistrés et inclus dans le rapport : pH, température, conductance électrique (conductivité), potentiel d'oxydo-réduction (rH), oxygène dissous (OD) et turbidité.

7.2.4 Les eaux souterraines doivent être évacuées jusqu'à ce que des mesures stables soient obtenues pour trois lectures successives à l'intérieur des critères de stabilité suivants :

- pH : +/- 0,1 unité de pH;
- Température : +/- 0,5 °C;
- Conductivité, rH, OD : +/- 3 %;
- Turbidité : +/- 10 % pour les valeurs supérieures à 1 uTN, ou trois lectures inférieures à 5 uTN.

- 7.2.5 Lorsque possible, des échantillons d'eaux souterraines et des échantillons d'AQ et de CQ doivent être prélevés à chaque puits immédiatement après l'évacuation. Aux endroits où la recharge pose problème dans les puits creusés dans la formation de till St. Joseph, le conseiller doit établir des procédures d'échantillonnage et de collecte pour les puits à recharge lente avant de procéder à la collecte d'un échantillon.
- 7.2.6 Dans le cas des contaminants préoccupants énumérés au tableau 8.1, les échantillons d'eaux souterraines doivent être envoyés à un laboratoire agréé par le Conseil canadien des normes (CCN) et la Canadian Association for Laboratory Accreditation (CALA) pour l'analyse de la suite de paramètres.
- 7.2.7 Il est important de remarquer que les paramètres spécifiques suivants doivent être inclus aux suites de contaminants préoccupants énumérés dans le tableau 8.1 :
- **Métaux** : arsenic (As), antimoine (Sb), baryum (Ba), béryllium (Be), bore (B), cadmium (Cd), cobalt (Co), cuivre (Cu), chrome (Cr), fer (Fe), plomb (Pb), molybdène (Mo), nickel (Ni), sélénium (Se), argent (Ag), sodium (Na), thallium (Ta), étain (Sn), uranium (U), vanadium (V), zinc (Zn).
 - **Pesticides et herbicides** : antrazine, aldrine, aldrine + dieldrine, chlordane, chlordane a -, chlordane g -, DDD, 2,4-, DDD, 4,4-, DDT total, dieldrine, endosulfan, endosulfan 1, endosulfan II, endrine, heptachlor, heptachlor + heptachlor époxyde, heptachlor époxyde, hexachlorobenzène, hexachlorobutadiène, hexachloroéthane, lindane, méthoxychlore.
 - **Nitroamines (énergétique)** : dinitroaniline, 3,5-, dinitrobenzène, 1,3-, dinitrotoluène, 2,4-, dinitrotoluène, 2,6-, dinitrotoluène, 2-amino-4,6-, dinitrotoluène, 4-amino-4,6-, HMX, méthyl-2,4,6-trinitrophenylnitramine (tétryl), nitrobenzène, nitroglycérine, nitrotoluène, 2-, nitrotoluène, 3-, nitrotoluène, 4-, tétranitrate de pentaérythritol (PETN), RDX, Trinitrobenzène, 1,3,5-, trinitrotoluène, 2,4,6-(TNT).
 - **HCP (F1 à F4)** : hydrocarbures pétroliers F1 (C6 à C10), hydrocarbures pétroliers F2 (> C10 à C16), hydrocarbures pétroliers F3 (> C16 à C34), hydrocarbures pétroliers F4 (C34+).
 - **HAP** : naphtalène, acénaphthylène, acénaphthène, fluorène, phénanthrène, anthracène, fluoranthène, pyrène, benz[a]anthracène, chrysène, benzo[b]fluoranthène, benzo[k]fluoranthène, benzo[a]pyrène, indeno[1,2,3-cd]pyrène, dibenz[a,h]anthracène, benzo[g, h, i]pérylène, phénol, éther dichloroéthylique, 2-chlorophénol, o-crésol, éther dichloroisopropylique, m- et p-crésol, 2,4-diméthylphénol, 2,4-dichlorophénol, 1,2,4-trichlorobenzène, p-chloroaniline, 2- et 1- méthylnaphtalène, 2,4,6-trichlorophénol, 2,4,5-trichlorophénol, 1,1'-biphényle, phtalate de diméthyle, 2,4 et 2,6-dinitrotoluène, phtalate de diéthyle, pentachlorophénol, 3,3'-dichlorobenzidine, phtalate de bis(2-éthylhexyle), 2,4-dinitrophénol, acridine, benzo[e]pyrène, pérylène, quinoléine.

7.3 Eaux de surface

- 7.3.1 Quatre séries d'échantillonnage des eaux de surface doivent être réalisées (une série à

l'automne 2016 et au printemps 2017 et l'autre à l'automne 2017 et au printemps 2018). Le tableau 8.2 présente les exigences d'échantillonnage des eaux de surface pour les séries de surveillance qui auront lieu à l'automne 2016 et au printemps 2017. Les exigences d'échantillonnage des eaux de surface seront réévaluées à chaque saison de collecte de données. Pour l'emplacement de l'échantillonnage, se reporter à la figure 2.

Tableau 8.2

Identifiant d'échantillonnage de l'eau de surface	PARAMÈTRES À ANALYSER ET CONTAMINANTS PRÉOCCUPANTS
DD-SW-04	Pesticide et herbicide, coliformes totaux, coliformes fécaux, chimie générale, métaux
DD-SW-08	Pesticide et herbicide, coliformes totaux, coliformes fécaux
DD-SW-10	Pesticide et herbicide, coliformes totaux, coliformes fécaux, chimie générale, métaux
DD-SW-395	Pesticide et herbicide, métaux
DD-SW-396	Pesticide et herbicide, coliformes totaux
DD-SW-399	Pesticide et herbicide, chimie générale
4180-SW-305	Pesticide et herbicide, chimie générale
QUARRY-SW15-401	Pesticide et herbicide, chimie générale
QUARRY-SW15-402	Pesticide et herbicide, chimie générale
QUARRY-SW15-403	Pesticide et herbicide, chimie générale
3190-SW-1310	Pesticide et herbicide, métaux
4090-SW-1289	Pesticide et herbicide, métaux
2014-086	Pesticide et herbicide, chimie générale, métaux
BIO-SW427	Pesticide et herbicide, chimie générale
DD-SW-393	Pesticide et herbicide, métaux
DD-SW-394	Pesticide et herbicide, métaux
MOON-SW416	Pesticide et herbicide, chimie générale
PEEP-SW513	Pesticide et herbicide, métaux
PEEP-SW514	Pesticide et herbicide, métaux
4063-SW220	Pesticide et herbicide, métaux

7.3.2 Les échantillons d'eaux de surface doivent être envoyés à un laboratoire agréé par le Conseil canadien des normes (CCN) et la Canadian Association for Laboratory Accreditation (CALA) pour l'analyse de la suite de paramètres.

7.3.3 Il est important de remarquer que les paramètres spécifiques suivants doivent être inclus aux suites de contaminants préoccupants énumérés dans le tableau 8.1 :

- **Métaux** : aluminium (Al), arsenic (As), antimoine (Sb), baryum (Ba), bore (B), béryllium (Be), cadmium (Cd), calcium (Ca), cobalt (Co), cuivre (Cu), chrome (Cr), fer (Fe), plomb (Pb), lithium (Li), mercure (Hg), molybdène (Mo), nickel (Ni), sélénium (Se), argent (Ag), sodium (Na), thallium (Ta), étain (Sn), uranium (U), vanadium (V), zinc (Zn).
- **Chimie générale** : (demande biochimique en oxygène [DBO], chlore total, pH, matières totales en suspension [MTS], phosphore total)

- **Pesticides et herbicides** : antrazine, aldrine, aldrine + dieldrine, chlordane, chlordane a -, chlordane g -, DDD, 2,4-, DDD, 4,4-, DDT total, dieldrine, endosulfan, endosulfan 1, endosulfan II, endrine, heptachlor, heptachlor + heptachlor époxyde, heptachlor époxyde, hexachlorobenzène, hexachlorobutadiène, hexachloroéthane, lindane, méthoxychlore.
- **Matière organique microbiologique** : (coliformes totaux, coliformes fécaux)

8.0 ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS

- 8.1 Les rapports doivent comprendre un résumé, une introduction, une description détaillée des méthodes employées et des résultats, une interprétation de ces résultats et une discussion au sujet des sources potentielles de contamination, des leçons retenues, des conclusions et des recommandations.
- 8.2 Interpréter les données pour déterminer le volume d'eaux souterraines et d'eaux de surface contaminées (à savoir que les eaux souterraines et de surface seront représentées en valeurs numériques dépassant les normes et lignes directrices fédérales et/ou provinciales applicables); le contexte hydrogéologique du site pour ce qui est de la profondeur des eaux souterraines, des schémas d'écoulement des eaux souterraines régionales et locales, de la vitesse des eaux souterraines, des caractéristiques hydrauliques de l'aquifère (p. ex., conductivité hydraulique, vitesse d'écoulement des eaux souterraines), de la chimie des eaux souterraines, des principaux paramètres de transport, des schémas de migration des contaminants et des zones d'écoulement préférentiel des eaux souterraines (à savoir à partir d'éléments naturels ou artificiels);
- 8.3 Élaborer des plans à l'échelle du site indiquant les origines de la contamination et son étendue (eaux souterraines et de surface) et indiquer la direction de la migration des contaminants.
- 8.4 Dresser une carte de la géologie et de l'hydrogéologie du sous-sol du site pour intégrer des cartes d'isolignes et des plans 2D des eaux souterraines et déterminer la direction et la vitesse de migration des contaminants.
- 8.5 Élaborer un modèle conceptuel qui illustre schématiquement le rapport entre les contaminants préoccupants chimiques et leur point de rejet, les milieux touchés, les voies de transport des contaminants reconnues et potentielles et les voies d'exposition des récepteurs préoccupants.
- 8.6 Les rapports doivent décrire les procédures suivies au cours des activités d'échantillonnage des eaux souterraines et de surface et doivent fournir une interprétation des résultats, y compris une comparaison par rapport aux critères fédéraux et provinciaux et une présentation des résultats du programme sur le terrain comparativement aux résultats des rapports de CH2MHILL de 2015 et d'AMECFW de 2016. Il est nécessaire que les données des eaux souterraines et de surface précédentes des rapports de CH2MHILL de 2015 et d'AMECFW de 2016 soient compilées avec les dernières données du projet et qu'une discussion à propos des conditions et des tendances du site soit intégrée aux constatations et aux conclusions du rapport.
- 8.7 Les résultats des analyses doivent être présentés sous forme de tableau et être comparés aux normes et lignes directrices fédérales et provinciales applicables. L'utilisation de « non détectable (ND) » dans les tableaux d'analyse n'est pas acceptée. La réelle limite de détection du laboratoire doit être indiquée (par exemple, <0,0001).

- 8.8 Si d'autres travaux d'évaluation sont nécessaires pour délimiter plus précisément les zones de contamination ou pour évaluer davantage le risque, ils doivent être inclus dans les recommandations du rapport final et un plan de travail des travaux supplémentaires doit être présenté en annexe.
- 8.9 Le plan de travail pour une évaluation supplémentaire doit inclure, au minimum, l'objectif des travaux supplémentaires d'évaluation du site, les lieux d'échantillonnage proposés, les milieux à échantillonner, les paramètres d'analyse, les facteurs temporels à considérer, les coûts et les chiffres associés. D'autres renseignements pertinents doivent être fournis au besoin.
- 8.10 Des exemplaires de tous les certificats d'analyse finaux et des documents de la chaîne de possession des laboratoires, les photos du site, les données sur le terrain pertinentes, etc., doivent être annexés au rapport.
- 9.0 RESPONSABILITÉ ET EXIGENCES GÉNÉRALES**
- 9.1 Attribution des ressources : Il incombe au conseiller de fournir la main-d'œuvre et les ressources nécessaires pour respecter les conditions de l'ET à un degré de rendement satisfaisant. Cela comprend le personnel qualifié, la gestion, la supervision, les matériaux, les outils, le matériel et autres accessoires nécessaires.
- 9.2 Personnel qualifié : Les personnes qui travaillent sur ce projet doivent être qualifiées pour réaliser le travail. Les personnes qui effectuent les travaux et qui rédigent les rapports doivent posséder au moins un diplôme d'études postsecondaires ou un diplôme en sciences de l'environnement ou dans une discipline connexe ainsi qu'un minimum de trois (3) ans d'expérience pertinente en prélèvement d'échantillons, en évaluations des risques, en évaluations environnementales des sites et en rédaction de rapports. Le chef de projet et le personnel de supervision principal doivent posséder de l'expérience éprouvée en gestion et/ou en conseil technique sur des évaluations environnementales de sites, et ce, au cours des trois (3) dernières années. Ce personnel doit passer en revue et signer tous les rapports.
- 9.3 Avis d'urgence : Si le conseiller découvre des conditions qui constituent une menace immédiate et grave pour la santé humaine ou l'environnement ou s'il constate un déversement, le conseiller doit aviser le responsable du projet sans tarder. Le conseiller n'entrera pas en contact ou en communication avec les organismes de réglementation (comme Environnement Canada, le MEACC, le MPO, etc.).
- 9.4 Heures de travail : Sauf avis contraire, le travail effectué par le conseiller doit être effectué pendant les heures normales de travail, soit entre 8 h et 16 h du lundi au vendredi, et les travaux doivent être réalisés en causant au public le moins d'interférence ou d'inconvénients possibles.
- 9.5 Accès au site et planification des travaux : Le conseiller doit planifier son horaire de travail avec le responsable du projet pour éviter les conflits d'horaire entre les activités du site et les travaux du conseiller. Le conseiller doit présenter un projet de calendrier et immédiatement aviser le responsable du projet des changements prévus au calendrier.
- 9.6 Élimination des déchets : L'élimination adéquate des liquides et autres matériaux déplacés doit être prise en compte et réalisée par le conseiller. Les matériaux identifiés ou classés comme déchets dangereux nécessitent une gestion et des solutions d'élimination et de traitement spéciales. Si des matières dangereuses sont générées, leurs documents de suivi doivent être signés par un employé qualifié en transport de marchandises dangereuses au sein du MDN. Ceci peut être arrangé en communiquant avec le représentant de SPAC. Un

préavis de 10 jours est demandé. Des copies de tous les documents de suivi pour l'élimination des déchets doivent être fournies à SPAC à titre d'indication que la matière dangereuse a été éliminée correctement.

- 9.7 Nettoyage : À la fin des travaux, le site doit être laissé propre et tous les déchets, le matériel et les accessoires doivent être enlevés. Le conseiller doit remettre le site à un niveau qui s'harmonise à l'environnement.
- 9.8 Le conseiller est responsable en cas d'accident ou de dommages causés par ses employés ou son matériel sur les biens ou le personnel du MDN.
- 9.9 Le conseiller est responsable de la sécurité de son matériel et de ses accessoires pendant et après les heures de travail. Le MDN n'est pas responsable des actes de vandalisme ou en cas de vol ou de perte.

10.0 Plan de santé et sécurité

- 10.1 Le conseiller doit établir et soumettre un Plan de santé et sécurité particulier au site dans le cadre du projet. Ce Plan soulignera les incidents comportant des dangers potentiels et les codes et les lois devant être respectés. Le plan doit être achevé et soumis une semaine après l'attribution afin d'être reconnu par le Chargé de projet. Un document officiel doit être établi et maintenu au lieu de travail.
- 10.2 Le conseiller doit être responsable d'assurer que tous les employés, les entrepreneurs et tous les autres individus se trouvant dans les environs des travaux sur le terrain sont avertis de ces travaux et de tous les dangers associés et doit aussi être responsable d'assurer la santé et la sécurité du personnel à tous les sites.
- 10.3 Le conseiller respectera toutes les politiques et procédures applicables en matière de santé et sécurité du propriétaire du site (MDN). Le conseiller est responsable de se procurer ces politiques, le cas échéant.
- 10.4 Le conseiller doit se conformer aux exigences des lois et des normes d'industrie applicables.
- 10.5 Le conseiller doit être conscient des champs d'application de santé et sécurité en vigueur et doit les accepter.
- 10.6 Le conseiller doit se conformer à toutes les lois applicables concernant les indemnisations des accidentés du travail.
- 10.7 Les SPAC se réservent le droit d'annuler les travaux du projet si, selon le MDN ou les SPAC, les travaux ne sont pas effectués de façon sécuritaire par le conseiller ou si les travaux sont effectués de façon contraire aux exigences des lois sur la sécurité applicables.
- 10.8 Le conseiller doit confirmer qu'un programme de sécurité établi et à jour est en vigueur pour tous les employés dans le cadre du projet.

11.0 Changements à la portée des travaux

- 11.1 Des changements à la portée convenue des travaux devront en premier lieu être discutés entre le responsable du projet et le conseiller, suivi d'une modification de contrat.
- 11.2 Tout changement important à la portée des travaux sera renvoyé au conseiller pour son approbation. Tout désaccord concernant ces changements devra être communiqué par écrit au responsable du projet.

- 11.3 Le conseiller ne doit pas mettre en œuvre des changements au projet avant d'avoir obtenu une autorisation de modification approuvée par le responsable de projet précisant la nature des changements, la valeur révisée du projet et l'échéance dans laquelle les changements doivent être effectués.
- 11.4 Tous changements des membres du personnel, de sous-conseiller ou de sous-traitant de l'équipe du conseiller pour toute partie des travaux doivent être demandés par écrit et approuvés par le responsable du contrat avant que des travaux puissent être entrepris par ce nouveau membre du personnel, sous-conseiller ou sous-traitant.
- 12.0 Modalités et conditions**
- 12.1 Propriété : Tous les rapports et les suppléments (dessins, plans, dossiers, cartes, rapports et résumés) demeureront la propriété du MDN. L'utilisation de ces documents et autres pour toute autre fin non associée à l'exécution des modalités de cet EDT constitue une atteinte. Le MDN devient le propriétaire de toutes données, y compris de photos, recueillies par le conseiller. Le conseiller doit prendre des mesures appropriées afin d'assurer que ses employés ne divulguent pas les renseignements associés au projet. Le conseiller ne peut utiliser ou ne disséminer aucun des renseignements associés au projet, y compris les photos, les rapports ou d'autres données sans le consentement écrit du MDN. Le MDN se réserve le droit de dupliquer ou de publier les rapports du conseiller sans la permission du conseiller (le conseiller octroie tous les droits d'auteur au MDN). Tout équipement, fourniture ou matériel (autres que les fournitures non réutilisables propres au projet) procurés par le conseiller afin de respecter les exigences de l'EDT pour ensuite être facturé au MDN deviendront la propriété du MDN et seront rendu au MDN à la fin du projet.
- 12.2 Règlements : Le conseiller doit effectuer les travaux d'après les versions les plus récentes des exigences provinciales et fédérales, y compris les directives, les lois et les règlements pertinents à ce projet. Dans le cas d'un conflit entre les lois et les règlements, l'option la plus stricte sera observée.
- 12.3 Documents : Les documents du MDN ne doivent pas être retirés des limites du MDN sans l'autorisation du MDN.
- 12.4 Droits réservés – Propriété du MDN : Tous les renseignements recueillis dans le cadre de ce projet seront strictement la propriété du ministère et toute reproduction, même en partie, de ces travaux est interdite sans l'autorisation écrite d'un représentant du ministère de la Défense nationale.
- 12.5 Suspension : Le responsable du projet peut, à tout moment, suspendre verbalement les travaux en entier ou en partie. Dans les 24 heures suivant la suspension, le responsable du projet fournira au conseiller un avis par écrit indiquant la date et l'heure d'entrée en vigueur de la suspension, la durée prévue et la raison de la suspension (p.ex. : non-conformité des règlements concernant la santé et la sécurité, rencontre d'un contaminant imprévu ou dépassement du budget). Dans l'événement d'une suspension des travaux, l'échéancier des travaux doit être mis à jour par le conseiller avec l'aide et l'approbation du responsable du projet.
- 12.6 Entrevues : Le conseiller doit assurer qu'aucun membre de leur propre équipe, y compris tous les sous-conseillers et les spécialistes, n'accorde d'entrevue à tous membres du public ou des médias concernant ce projet. Si une entrevue est demandée, le MDN doit en être informé immédiatement par l'entremise du responsable du projet. Les entrevues officielles et non officielles doivent être coordonnées et autorisées par le MDN.

13.0 SOUMISSIONS, RÉUNIONS ET PRODUITS LIVRABLES

- 13.1 Procès-verbaux des réunions :** Pour toutes les réunions, le conseiller devra préparer et distribuer des procès-verbaux aux participants en moins d'une semaine suivant la réunion.
- 13.2 Réunion préalable au début des activités :** Suivant l'attribution du contrat, une réunion préalable au début des activités sera tenue avec l'autorité contractante, le responsable du projet et le conseiller afin de formaliser les modalités du contrat et discuter l'accès au site et les documents requis.
- 13.3 Plan de santé et sécurité :** Le conseiller est responsable de soumettre un Plan de santé et sécurité qui comprend au moins les exigences soulignées à la section 6.0 ci-dessus.
- 13.4 Certificat de décharge de la CSPAAT :** Le conseiller effectuant les travaux sur le terrain doit soumettre un Certificat de décharge de la CSPAAT valide. Lors de la création du Certificat de décharge de la CSPAAT, les entrepreneurs devront indiquer « Emploi et Développement social Canada » comme le nom principal ou commercial et l'adresse indiquée sera celle de Gatineau, QC.
- 13.5 Soumission de factures :** Toutes les factures doivent être soumises en utilisant une facture d'entreprise normale (exemplaires originaux seulement) comprenant une description détaillée des services effectués, une ventilation des coûts réclamés et des reçus des dépenses encourues. Toutes les factures doivent posséder le numéro de contrat des SPAC. Le conseiller doit soumettre sa demande finale à la suite de l'acceptation des rapports finaux. La facture finale portera la mention « FINALE ».
- 13.6 Ébauches de rapports :** Les ébauches de rapports doivent être soumises un mois après la réception de tous les résultats d'analyse. Les ébauches de rapports doivent être reçus soumis en un exemplaire électronique unique (formats Microsoft Word, Adobe Acrobat ou AutoCAD). Les ébauches de rapports seront préparées et soumises comme si elles étaient les rapports finaux. Si des commentaires importants sont effectués concernant les ébauches de rapports, une ébauche révisée devra être examinée par le responsable du projet avant la soumission du rapport final.
- 13.7 Rapports finaux :** Les rapports doivent être soumis dans les deux semaines de la réception des commentaires de l'autorité contractante. Les rapports finaux doivent être soumis en trois (3) exemplaires papiers et deux (2) exemplaires électroniques contenant un fichier PDF du rapport entier et un exemplaire de tous les fichiers natifs.
- 13.8** Les ébauches de rapports et les rapports finaux doivent obtenir l'approbation de l'autorité contractante. Le rapport doit au moins identifier et résumer les travaux effectués soulignés dans l'EDT.

14.0 ÉCHÉANCIERS

- 14.1 Le conseiller effectuera les travaux sans interruption jusqu'à ce qu'ils soient terminés et que l'autorité contractante les ait approuvés. Les jalons suivants doivent être atteints et doivent être reflétés dans les plans de travail proposés du conseiller.

Produit livrable ou réunion	Type	Échéance (au plus tard)	Format ou exemplaires
Réunion préalable au début des activités	Réunion	En moins d'une semaine après l'attribution.	Électronique
Plan de santé et sécurité	Électronique	En moins d'une semaine après l'attribution.	Électronique
Travail sur le terrain	-	Amorcés en moins de trois semaines suivant l'attribution.	-
Ébauche de rapport	Rapport	Moins d'un mois après avoir reçu les résultats d'analyse.	Électronique : un exemplaire de chaque rapport.
Rapport final	Rapport	En moins de deux semaines après avoir reçu des commentaires de la part de l'autorité contractante.	Copies papier : 3 pour chaque site. Électronique : 2 (CD)

15.0 RÉFÉRENCES

- 15.1 Des rapports environnementaux pertinents sont retrouvés ci-dessous. La liste du texte législatif n'est pas exhaustive, veuillez donc vous assurer que toutes les références applicables sont utilisées. Si des versions plus courantes deviennent disponibles au cours de la durée du projet, celles-ci doivent avoir préséance et doivent faire l'objet de renvois dans les travaux et les rapports à venir.

16.0 RAPPORTS ENVIRONNEMENTAUX DES SITES :

- 16.1 AMECFW Foster Wheeler Environment and Infrastructure. *Phase II Environmental Site Assessment. Site de l'ancien Camp Ipperwash, Lampton Shores (Ontario). 29 mars 2016.* N° de réf. : SWS156080.
- 16.2 CH2MHill. Phase II Contaminated Sites Investigation Unexploded Explosive Ordinance (UXO) Environmental and Cultural Resource Investigation within Former Camp Ipperwash, Ipperwash Ontario. 2015. N° de projet de CDC : HQ06016.

17.0 TEXTES LÉGISLATIFS

- 17.1 CCME. Guidance Manual on Sampling, Analysis, and Data Management for Contaminated Sites. Volumes I et II, 1993.
- 17.2 CCME. Guidance Document on the Management of Contaminated Sites in Canada. Section 5.4, 1997b.
- 17.3 CCME. Recommandations canadiennes pour la qualité de l'environnement. 1999 et mises à jour.
- 17.4 Ministère de l'Environnement. Soil, Groundwater and Sediment Standards for Use Under Part XV.1 of the Environmental Protection Act. 15 avril 2001.
- 17.5 CSA International. Z769-00 Phase II Environmental Site Assessment. 2000.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EN438-167006/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
EN438-16-7006

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46118

Buyer ID - Id de l'acheteur
KIN519
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

-
- 17.6 Règl. de l'Ont. 153/04. Règlement de l'Ontario 153/04, en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Dossier sur l'état des sites – Partie XV.1 de la Loi. Publié dans la Gazette de l'Ontario du 19 juin 2004.
- 17.7 Règl. de l'Ont. 558/00. Règlement de l'Ontario 558/00, Règlement afin de modifier le Règlement 347 des Règlements révisés de l'Ontario, 1990, effectué en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Publié dans la Gazette de l'Ontario du 28 octobre 2000.
- 17.8 Règl. de l'Ont. 903/90. Règlement de l'Ontario 903/90, effectué en vertu de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*. 1990.
- 17.9 United States Environmental Protection Agency. Low-Flow (Minimal Drawdown) Ground-Water Sampling Procedures, publication EPA/540/S-95/504, avril 1996.

Figure 1 : Emplacements des puits de surveillance

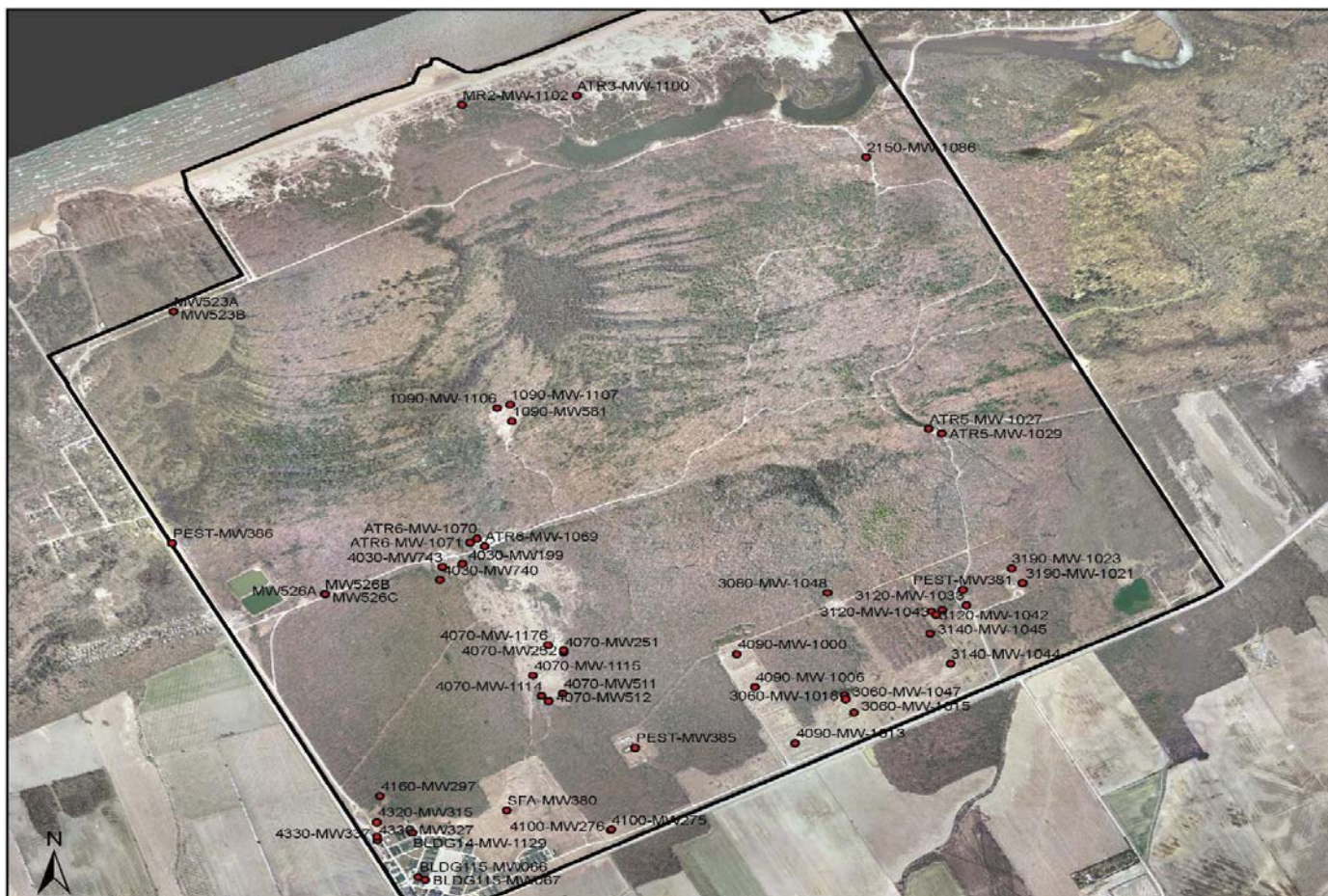


Figure 2 : Sites d'échantillonnage de l'eau de surface

Annexe A : Glossaire des termes

ADCEAC	Aucune donnée : Contamination excessive avec cible
BPC	Biphényles polychlorés
BTEX	Benzène, Toluène, Éthylbenzène et Xylène
CCME	Conseil canadien des ministres de l'Environnement
CEP	Concentrations produisant un effet probable
CHCP	Composés d'hydrocarbures pétroliers
COF	Carbone organique de la fraction
COT	Carbone organique total
COV	Composés organiques volatils
CTA	Champ de tir antichar
CTG	Champ de tir de grenades
CTM	Champ de tir au mortier
DDD	dichlorodiphényldichloroéthane
DDE	1,1-dichloro-2,2-bis(4-chlorophényl)éthène
DDT	dichlorodiphényltrichloroéthane
DI	Diamètre interne
DM	Débris de munitions
DRP	Différence relative en pourcentage
EE	Évaluation environnementale
EES	Évaluation environnementale du site
EP	Espèces en péril
ESC	Enquête de site contaminé
ESo	Eaux souterraines
ESu	Eau de surface
ET	Équivalence toxique
HAP	Hydrocarbures aromatiques polycycliques
HE	Habitat essentiel
Hg	Mercurie
HMX	1,3,5,7-tétranitro-1,3,5,7-tétrazocane
IPO	Instructions permanentes d'opération
LCCOM	Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs
LDPQS	Lignes directrices provisoires sur la qualité des sédiments
LEP	Loi sur les espèces en péril
LP	Lois sur les pêches
LRD	Limite relative de détection
MDN	Ministère de la Défense nationale
MEACC	Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
MSSSe	Mètres sous la surface des sédiments
MSSSo	Mètres sous la surface du sol
NG	Nitroglycérine
NRS	Normes de restauration du site
OD	Oxygène dissous
PCV	Polychlorure de vinyle
PET	Plan d'enquête sur le terrain
PGE	Plan de gestion environnementale
PNCKSP	Premières Nations Chippewas de Kettle et de Stony Point
POC	Pesticide organochloré
POP	Pesticide organophosphoré
POR	Potentiel d'oxydo-réduction
PS	Puits de surveillance

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN438-167006/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN438-16-7006

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46118

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN519
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

RCQE CCME	Recommandations canadiennes pour la qualité de l'environnement du CCME
RDX	1,3,5-trinitro-1,3,5-triazinane
Règl. Ont.	Règlement de l'Ontario
RQE	Recommandations sur la qualité de l'eau
RQSe	Recommandations sur la qualité des sédiments
RQSol	Recommandations sur la qualité du sol
RSES	Réservoir de stockage en surface
RSS	Réservoir de stockage souterrain
SAIC	Science Applications International Corporation
SEC	Soluble en eau chaude
SIG	Spécialiste de l'information géographique
SM	Sol mince
SNCSC	Système national de classification des sites contaminés
SP-HCP	Standards pancanadiens relatifs aux hydrocarbures pétroliers
SVA	Sulfures volatils acides
TF	Trou de forage
TNT	Trinitrotoluène
UFC	Unité formatrice de colonies
UTM	Projection cartographique de Mercator transverse universelle
UXO	Munition explosive non explosée
VA	Valeur autochtone
ZB	Zone bâtie
ZE	Zone d'entraînement
ZPE	Zone de préoccupation environnementale
ZPEP	Zone de préoccupation environnementale potentielle

Annexe B : Recommandations provisoires sur les sols, les eaux souterraines (ESo) et les eaux de surface (ES) pour la protection de l'environnement et de la santé humaine à des sites d'entraînement militaire – matières énergétiques.

Composés	Sols (mg/kg de sol-poids sec ou partie par million)			ESo (µg/L ou partie par milliard)	ESu (µg/L ou partie par milliard)
	SCMTS _{Env} ^a	SCMTS _{HH} ^b	SCMTS _{AL} ^c		
2,4-DNT	6,7	0,14	130	100 ^e	910 ^g
2,6-DNT	10,6	0,14	130	40 ^e	930 ^g
HMX	89	4100	13	400 ^d	330 ^h
NG	54	2500	2,4	5 ^d	10 ⁱ
Perchlorate	–	–	–	6 ^f	–
RDX	7,7	250	7.6	2 ^d	190 ^h
TNT	9,6	41	31	2 ^d	120 ^g

^a Environment – Soil Concentrations for Military Training Sustainability (concentration du sol nécessaire pour la durabilité de l'entraînement militaire – protection de l'environnement) (CNRC 2011).

^b Human health — Soil Concentrations for Military Training Sustainability (concentration du sol nécessaire pour la durabilité de l'entraînement militaire – protection de la santé humaine) de l'Institut de biotechnologie du CNRC. *Validation of environmental military threshold values for explosives in soil*. Révisé le 20 juin 2008.

^c Applicable to surface water in case of groundwater resurgence — Soil Concentrations for Military Training Sustainability (concentration du sol nécessaire pour la durabilité de l'entraînement militaire – applicable aux eaux de surface dans le cas d'une résurgence des eaux souterraines) (CNRC 2008).

^d Avis de santé publique : Life-Time — Drinking Water Standards and Health Advisories (EPA des États-Unis 2009)

^e Avis de santé publique : DWEL - Drinking Water Standards and Health Advisories (EPA des États-Unis 2009).

^f Recommandations pour la qualité de l'eau potable au Canada (Santé Canada 2008a).

^g Applicable aux eaux de surface dans le cas d'une résurgence des eaux souterraines (non filtrées) — Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec 2002.

^h Valeurs tirées de : Talmage SS, Opresko DM, Maxwell CJ, Welsh CJ, Cretella FM, Reno PH, Daniel FB. 1999. *Nitroaromatic munition compounds : environmental effects and screening values*. Rev Environ Contam Toxicol. 1999; 161:1-156.

ⁱ Valeurs tirées de : Sullivan, J H, Jr; Putnam, H D; Keirn, M A; Pruitt, B C, Jr; Nichols, J C. *A Summary and Evaluation of Aquatic Environmental Data in Relation to Establishing Water Quality Criteria for Munitions-Unique Compounds. Part 2. Nitroglycerin*. WATER AND AIR RESEARCH INC GAINESVILLE FLA, Avril 1979.

ANNEXE « B », BASE DE PAIEMENT

L'italique sera retiré du contrat attribué.

Périodes d'établissement des prix :

Année 1, date d'attribution au 31 mars 2018;

Année 2, du 1^{er} février au 31 mars 2019

Base d'établissement des prix « A »

Base d'établissement des prix « A » : Collecte d'échantillons d'eau

L'établissement des prix est pour un prix global pour tous les aspects de la collecte d'échantillons d'eau, tel que précisé dans l'Annexe « A ». Ceci comprend, sans toutefois s'en limiter : les frais de déplacement, le transport d'échantillons aux laboratoires, l'équipement d'échantillonnage, la location ou l'achat d'équipement associé, la main-d'œuvre directe, les coûts indirects et les profits.

1) Prix de lot pour l'Année 1 pour la collecte de 62 échantillons d'eau souterraine : _____ \$ pour 62 échantillons. Utilisation estimée : 3 collectes de 62 échantillons chacune.

2) Prix de lot pour l'Année 2 pour la collecte de 1 échantillon d'eau souterraine : _____ \$ pour 1 échantillon. Utilisation estimée : 1 échantillon.

3) Prix de lot pour l'Année 2 pour la collecte de 62 échantillons d'eau souterraine : _____ \$ pour 62 échantillons.

Utilisation estimée : 1 collecte de 62 échantillons.

4) Prix de lot pour l'Année 2 pour la collecte de 1 échantillon d'eau souterraine : _____ \$ pour 1 échantillon.

Utilisation estimée : 2 échantillons.

5) Prix de lot pour l'Année 1 pour la collecte de 23 échantillons d'eau de surface : _____ \$ pour 23 échantillons.

Utilisation estimée : 3 collectes de 23 échantillons chacune.

6) Prix de lot pour l'Année 1 pour la collecte de 1 échantillon d'eau de surface : _____ \$ pour 1 échantillon.

Utilisation estimée : 2 échantillons.

7) Prix de lot pour l'Année 2 pour la collecte de 23 échantillons d'eau de surface : _____ \$ pour 23 échantillons.

Utilisation estimée : 1 collecte de 23 échantillons.

8) Prix de lot pour l'Année 1 pour la collecte de 1 échantillon d'eau de surface : _____ \$ pour 1 échantillon.

Utilisation estimée : 1 échantillon.

Base d'établissement des prix « A » : Analyse de l'eau

L'établissement des prix est pour un prix global pour tous les aspects de l'analyse de l'eau, tel que précisé dans l'Annexe « A ». L'établissement des prix de l'analyse de l'eau est fondé sur un délai d'exécution normal. Des délais d'exécution urgents engageront des frais supplémentaires négociés et devront être autorisés par l'autorité contractante par l'entremise d'une autorisation des tâches.

1. Prix de lot pour toutes les analyses exigées dans l'Annexe « A » sur chacun des échantillons d'eau souterraine :

a) Année 1 : _____\$/échantillon. Utilisation estimée : 188 échantillons.

b) Année 2 : _____\$/échantillon Utilisation estimée : 64 échantillons.

2. Prix de lot pour toutes les analyses exigées dans l'Annexe « A » sur chacun des échantillons d'eau de surface :

a) Année 1 : _____\$/échantillon. Utilisation estimée : 71 échantillons.

b) Année 2 : _____\$/échantillon. Utilisation estimée : 24 échantillons.

Base d'établissement des prix « C » : Rapports et procès-verbaux de réunions

L'établissement des prix est pour un prix global pour tous les aspects de la fourniture d'un rapport final ou de documents de procès-verbaux de réunions, tels que précisés dans l'Annexe « A ».

Prix de lot de l'Année 1 : _____\$/rapport final. Utilisation estimée : 3 rapports.

Prix de lot de l'Année 2 : _____\$/rapport final. Utilisation estimée : 1 rapports.

Prix de lot de l'Année 1 : _____\$/document de procès-verbal de réunion.

Utilisation estimée : 2 documents de procès-verbal de réunion.

Prix de lot de l'Année 2 : _____\$/document de procès-verbal de réunion.

Utilisation estimée : 2 documents de procès-verbal de réunion.

Base d'établissement des prix « D » : Services de conseil additionnels

Ces services doivent être autorisés par l'autorité contractante sur un formulaire d'autorisation de tâche MDN 626. Ces services sont pour des travaux non couverts par les autres établissements des prix.

Décaissements

Les exigences et les coûts relatifs aux sous-traitants, aux matériaux, aux fournitures ou à la location d'équipement non normalisé doivent être indiqués dans le Formulaire d'autorisation de tâches dûment signé et les demandes de paiement.

Location d'équipement normalisé : Ce coût doit correspondre au coût réel et ne doit pas dépasser les taux correspondants dans la base de tarification B. L'autorité contractante doit négocier le taux de location de l'équipement commercial qui est fait sur mesure et qui n'est pas un taux de location type de l'industrie avant l'approbation de l'autorisation de tâches.

Matériaux et fournitures : Ces coûts sont établis au coût réel pour l'entrepreneur sans majoration bénéficiaire ni frais généraux pour ce dernier.

Produits consommables journaliers sur le terrain : Avant la signature de l'autorisation de tâches, l'entrepreneur peut fournir avec celle-ci une liste de prix des matériaux et des fournitures utilisés sur le site chaque jour. Si le gestionnaire de projet du MDN accepte les coûts, l'entrepreneur n'est pas tenu de fournir une liste détaillée ou des reçus pour ces articles lorsque ceux-ci sont utilisés sur place. L'entrepreneur doit fournir les reçus au gestionnaire de projet du MDN à la demande de ce dernier.

Sous-traitants : Ces coûts sont établis au coût réel pour l'entrepreneur sans majoration bénéficiaire ni frais généraux pour ce dernier. Les taux d'imputation des sous-traitants ne doivent pas dépasser les taux correspondants de la base de tarification A.

Déplacement et subsistance : L'entrepreneur sera remboursé pour les frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour les frais généraux ou le profit, conformément aux indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisés aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?did=10&dlabel=travel-voyage&lang=fra&merge=2&slabel=index>) et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tous les frais de déplacement et de subsistance doivent être approuvés au préalable par le responsable technique au MDN. Tous les paiements peuvent faire l'objet d'une vérification par le gouvernement.

Véhicules : L'entrepreneur a droit au kilométrage pour les véhicules qui appartiennent à l'entreprise ou sont loués par celle-ci au cours des déplacements et sur place. L'entrepreneur ne peut pas imputer de frais de location pour les véhicules qui appartiennent à l'entreprise ou sont loués par celle-ci. L'entrepreneur peut imputer les frais de location et les coûts du carburant pour les véhicules qu'il a loués, mais il ne peut pas imputer de kilométrage pour ces véhicules.

Élément	Service	Utilisation Annuel estimée	Année 1 – taux horaire	Année 2 – taux horaire
1	Gestionnaire de projet	125		
2	Technicien en dessin	180		
3	Technicien itinérant spécialiste de l'environnement	640		
4	Ingénieur principal	235		
5	Ingénieur subalterne	1305		
6	Adjoint administratif	45		

ANNEXE « C », EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

1. Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants:
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

- k) S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n) Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- o) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

2. Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à 1 000 000 \$ par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. L'avenant suivant doit être compris :

Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

3. Assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance responsabilité professionnelle de l'entrepreneur d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. La police d'assurance responsabilité professionnelle de l'entrepreneur doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
 - c) Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - d) Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - e) Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
EN438-167006/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN438-16-7006

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46118

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN519
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

4. Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.

2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants:

- a) Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
- b) Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
- c) Garantie non-assurance des tiers;
- d) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- e) FMPO/SEF/FAQ n° 4a - Avenant relatif au transport d'explosifs;
- f) Responsabilité à l'égard des dommages causés à des véhicules n'appartenant pas à l'assuré :
Ontario : FMPO 27 ou 27B; Québec : FAQ n° 27; Autres provinces : SEF n° 27

**ANNEXE « D », TASK AUTHORIZATION
AUTORISATION DES TÂCHES**

All invoices/progress claims must show the reference Contract and Task numbers. Toutes les factures doivent indiquer les numéros du contrat et de la tâche.		Contract no. – N° du contrat
		Task no. – N° de la tâche
Amendment no. – N° de la modification	Increase/Decrease – Augmentation/Réduction	Previous value – Valeur précédente
To – À	TO THE CONTRACTOR You are requested to supply the following services in accordance with the terms of the above reference contract. Only services included in the contract shall be supplied against this task. Please advise the undersigned if the completion date cannot be met. Invoices/progress claims shall be prepared in accordance with the instructions set out in the contract. À L'ENTREPRENEUR Vous êtes prié de fournir les services suivants en conformité des termes du contrat mentionné ci-dessus. Seuls les services mentionnés dans le contrat doivent être fournis à l'appui de cette demande. Prière d'aviser le signataire si la livraison ne peut se faire dans les délais prescrits. Les factures doivent être établies selon les instructions énoncées dans le contrat.	
Delivery location – Expédiez à		
Delivery/Completion date – Date de livraison/d'achèvement	_____ Date for the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale	
Contract item no. N° d'article du contrat	Services	Cost Prix
	GST/HST TPS/TVH	
	Total	
<p>APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS: The Contract Authority signature is required when the total value of the DND 626 exceeds the threshold specified in the contract.</p> <p>NE S'APPLIQUE QU'AUX CONTRATS DE TPSGC : La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la valeur totale du formulaire DND 626 est supérieure au seuil précisé dans le contrat.</p> <div style="border-top: 1px solid black; margin-top: 20px; padding-top: 5px;"> _____ for the Department of Public Works and Government Services pour le ministère des Travaux publics et services gouvernementaux </div>		

Instructions for completing DND 626 - Task Authorization

Contract no.

Enter the PWGSC contract number in full.

Task no.

Enter the sequential Task number.

Amendment no.

Enter the amendment number when the original Task is amended to change the scope or the value.

Increase/Decrease

Enter the increase or decrease total dollar amount including taxes.

Previous value

Enter the previous total dollar amount including taxes.

To

Name of the contractor.

Delivery location

Location where the work will be completed, if other than the contractor's location.

Delivery/Completion date

Completion date for the task.

for the Department of National Defence

Signature of the DND person who has delegated **Authority** for signing DND 626 (level of authority based on the dollar value of the task and the equivalent signing authority in the PAM 1.4). **Note:** the person signing in this block ensures that the work is within the scope of the contract, that sufficient funds remain in the contract to cover this task and that the task is affordable within the Project/Unit budget.

Services

Define the requirement briefly (attach the SOW) and identify the cost of the task using the contractor's quote on the level of effort. The Task must use the basis of payment stipulated in the contract. If there are several basis of payment then list here the one(s) that will apply to the task quote (e.g. milestone payments; per diem rates/labour category hourly rates; travel and living rates; firm price/ceiling price, etc.). All the terms and conditions of the contract apply to this Task Authorization and cannot be ignored or amended for this task. Therefore it is not necessary to restate these general contract terms and conditions on the DND 626 Task form.

Cost

The cost of the Task broken out into the individual costed items in **Services**.

GST/HST

The GST/HST cost as appropriate.

Total

The total cost of the task. The contractor may not exceed this amount without the approval of DND indicated on an amended DND 626. The amendment value may not exceed 50% (or the percentage for amendments established in the contract) of the original value of the task authorization. The total cost of a DND 626, including all amendments, may not exceed the funding limit identified in the contract.

Applicable only to PWGSC contracts

This block only applies to those Task Authorization contracts awarded by PWGSC. The contract will include a specified threshold for DND sole approval of the DND 626 and a percentage for DND to approve amendments to the original DND 626. Tasks that will exceed these thresholds must be passed to the PWGSC Contracting Authority for review and signature prior to authorizing the contractor to begin work.

Note:

Work on the task may not commence prior to the date this form is signed by the DA Authority - for tasks within the DND threshold; and by both DND and PWGSC for those tasks over the DND threshold.

Instructions pour compléter le formulaire DND 626 - Autorisation des tâches

N° du contrat

Inscrivez le numéro du contrat de TPSGC en entier.

N° de la tâche

Inscrivez le numéro de tâche séquentiel.

N° de la modification

Inscrivez le numéro de modification lorsque la tâche originale est modifiée pour en changer la portée.

Augmentation/Réduction

Inscrivez le montant total de l'augmentation ou de la diminution, y compris les taxes.

Valeur précédente

Inscrivez le montant total précédent, y compris les taxes.

À

Nom de l'entrepreneur.

Expédiez à

Endroit où le travail sera effectué, si celui-ci diffère du lieu d'affaires de l'entrepreneur.

Date de livraison/d'achèvement

Date d'achèvement de la tâche.

pour le ministère de la Défense nationale

Signature du représentant du MDN auquel on a délégué le **pouvoir d'approbation** en ce qui a trait à la signature du formulaire DND 626 (niveau d'autorité basé sur la valeur de la tâche et le signataire autorisé équivalent mentionné dans le MAA 1.4). **Nota** : la personne qui signe cette attache de signature confirme que les travaux respectent la portée du contrat, que suffisamment de fonds sont prévus au contrat pour couvrir cette tâche et que le budget alloué à l'unité ou pour le projet le permet.

Services

Définissez brièvement le besoin (joignez l'ET) et établissez le coût de la tâche à l'aide de la soumission de l'entrepreneur selon le niveau de difficulté de celle-ci. Les modalités de paiement stipulées dans le contrat s'appliquent à la tâche. Si plusieurs d'entre elles sont prévues, énumérez ici celle/celles qui s'appliqueront à la soumission pour la tâche à accomplir (p.ex. acompte fondé sur les étapes franchies; taux quotidien ou taux horaire établi selon la catégorie de main-d'œuvre; frais de déplacement et de séjour; prix fixe ou prix plafond; etc.). Toutes les modalités du contrat s'appliquent à cette autorisation de tâche et ne peuvent être négligées ou modifiées quant à la tâche en question. Il n'est donc pas nécessaire de répéter ces modalités générales afférentes au contrat sur le formulaire DND 626.

Prix

Mentionnez le coût de la tâche en le répartissant selon les frais afférents à chaque item mentionné dans la rubrique **Services**.

TPS/TVH

Mentionnez le montant de la TPS/TVH, s'il y a lieu.

Total

Mentionnez le coût total de la tâche. L'entrepreneur ne peut dépasser ce montant sans l'approbation du MDN, formulaire DND 626 modifié à l'appui. Le coût de la modification ne peut pas être supérieur à 50 p. 100 du montant initial prévu dans l'autorisation de tâche (ou au pourcentage prévu dans le contrat pour les modifications). Le coût total spécifié dans le formulaire DND 626, y compris toutes les modifications, ne peut dépasser le plafond de financement mentionné dans le contrat.

Ne s'applique qu'aux contrats de TPSGC

Le présent paragraphe s'applique uniquement aux autorisations de tâche accordées par TPSGC. On inscrira dans le formulaire DND 626 un plafond précis qui ne pourra être approuvé que par le MDN et un pourcentage selon lequel le MDN pourra approuver des modifications au formulaire DND 626 original. Les tâches dont le coût dépasse ces plafonds doivent être soumises à l'autorité contractante de TPSGC pour examen et signature avant qu'on autorise l'entrepreneur à débiter les travaux.

Nota :

Les travaux ne peuvent commencer avant la date de signature de ce formulaire par le responsable du MDN, pour les tâches dont le coût est inférieur au plafond établi par le MDN, et par le MDN et TPSGC pour les tâches dont le coût dépasse le plafond établi par le MDN.

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN438-167006/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN438-16-7006

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46118

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN519
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Annexe « F », Entente de non-divulagation

Je soussigné(e), _____, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____, je peux avoir le droit d'accès à des renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, en vertu du contrat portant le numéro de série EN438-167003/KIN/00_, entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et le ministre des Défense National, y compris des renseignements confidentiels ou des renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que ceux qui sont conçus générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de cette entente, les renseignements comprennent, sans s'y limiter, tous les documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis ou autres, reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale, émise par le Canada, pour prévenir la divulgation ou l'accès à ces renseignements en contravention de cette entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'accepte que l'obligation de cette entente survivra à la fin du contrat portant le numéro de série : EN438-167003/KIN/00_.

Signature

Date

N° de l'invitation - Solicitation No.
EN438-167006/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
EN438-16-7006

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-6-46118

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN519
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « G » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS, INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA;
- ☐ Carte d'achat MasterCard;
- ☐ Dépôt direct (national et international);
- ☐ Échange de données informatisées (EDI);
- ☐ Virement télégraphique (international seulement);
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)